



VIVE LE PCF (MLM) !

Gouvernement de la République populaire de Chine : En réfutation de la déclaration du gouvernement soviétique du 13 juin 1969

8 octobre 1969

Le 7 octobre 1969, le gouvernement chinois a fait une déclaration au sujet du problème de frontière sino-soviétique.

Dans cette déclaration, il a mis à nu le fond de la déclaration du gouvernement soviétique en date du 13 juin 1969, réitéré sa position conséquente en faveur de la solution, par voie de négociations pacifiques, de l'ensemble du problème de frontière sino-soviétique, et proposé d'aboutir en premier lieu à un accord sur les mesures provisoires à prendre pour maintenir le statu quo à la frontière, éviter tout conflit armé et rompre le contact entre les forces armées des deux parties dans toutes les régions contestées à la frontière sino-soviétique ; il y a annoncé par ailleurs : Les gouvernements chinois et soviétique ont déjà décidé, à la suite de discussions, que les deux parties tiendront des négociations frontalières à Pékin.

La position et les propositions susmentionnées du gouvernement chinois ont frayé la voie qui consiste à détendre la situation à la frontière sino-soviétique et à promouvoir le règlement raisonnable du problème de frontière entre les deux pays.

Dans sa déclaration du 13 juin, le gouvernement soviétique a forgé, selon son bon plaisir, toutes sortes d'arguments fantastiques pour continuer à faire l'apologie de l'agression criminelle de l'impérialisme tsariste russe contre la Chine et accuser calomnieusement le gouvernement chinois d'avoir poursuivi une politique dite expansionniste.

Le Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine juge nécessaire d'adresser une réplique à ces absurdités et de les réfuter.

I. Au cours de l'histoire, est-ce la Chine qui a envahi la Russie ou la Russie qui a envahi la Chine ?

Dans sa déclaration, le gouvernement soviétique affirme : Les terres chinoises de 1.500.000 km² occupées par la Russie tsariste ne firent jamais partie du territoire chinois ; tels les tsars de la Russie, les empereurs des Tsing commirent aussi des agressions contre autrui et, par voie de

conséquence, pour ce qui est des relations russo-chinoises, il n'était pas question de rapports entre l'agresseur et sa victime.

C'est falsifier l'histoire pour justifier l'agression des vieux tsars.

Le grand Lénine nous a enseigné : "Lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige expressément qu'on la situe dans un cadre historique déterminé. . ." (Lénine : "Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes")

Le Parti communiste chinois et le gouvernement de la République populaire de Chine n'ont jamais éludé le fait que dans le passé, au cours de la formation et du développement de la Chine en tant qu'Etat multinational, les gouvernants féodaux de la Chine, comme ceux d'autres pays, s'étaient livrés à l'expansion et avaient perpétré des agressions contre certains pays voisins.

Cependant, après la Guerre de l'Opium de 1840, la Chine fut graduellement réduite à l'état de semi-colonie et devint l'objet de l'agression des puissances impérialistes.

En ce qui concerne les relations sino-russes, la Chine n'envahit jamais la Russie tsariste ; au contraire, c'est la Russie tsariste, Etat impérialiste, militaire et féodal, qui commit l'agression contre la Chine semi-coloniale ; le problème de frontière sino-soviétique laissé en suspens jusqu'à ce jour résulte précisément de l'agression de l'impérialisme tsariste russe contre la Chine.

Lénine a indiqué en avril 1917 : "Que Nicolas II et Guillaume II représentaient tous les deux les classes réactionnaires et capitalistes de leurs pays respectifs (note - la Russie et l'Allemagne), qu'ils aient poursuivi tous les deux, au cours des dernières décades, une politique de mise au pillage de pays étrangers, une politique visant à dépouiller la Chine, à étrangler la Perse, à démembrer et à partager la Turquie, c'est un fait.

Si M. Plékhanov avait effleuré - seulement effleuré - l'histoire de la diplomatie et de la politique étrangère au cours des dernières décades, il n'aurait pas pu ne pas le remarquer, il n'aurait pas eu le front de le nier." (Lénine : "Sur les traces de la 'Rousskaïa Volia'")

Or, l'actuel gouvernement soviétique a inventé toutes sortes d'arguments étranges pour nier ce fait coûte que coûte.

Selon la déclaration du gouvernement soviétique, les Chinois ne seraient composés que des Hans, alors que les Mandchous et les autres minorités nationales de la Chine ne sauraient compter parmi les Chinois ; et aucune des régions habitées par les minorités nationales de la Chine ne serait territoire chinois. Pareille allégation serait-elle jamais soutenable ?!

Les pays du monde sont, dans leur grande majorité, des Etats multinationaux ; et dans bien des cas, la population d'une seule et même nationalité habite des pays différents. Tout comme Engels l'a fait remarquer : "... aucune frontière d'Etat ne coïncide avec la frontière naturelle de nationalité, celle de langue." (Engels : "Que la classe ouvrière a-t-elle à faire avec la Pologne ?")

La Chine se forma il y a plus de 2.000 ans en un Etat féodal, multinational, unifié. Peu importe la substitution d'une dynastie féodale à une autre, et quelle que soit la nationalité au pouvoir, elle s'est toujours présentée sur le globe en tant qu'Etat multinational.

Au cours de l'histoire, la frontière chinoise subit de nombreux changements, cependant, elle ne fut en aucun moment limitée aux seules régions des Hans ; la Chine avait ses frontières bien nettes avant d'être envahie par les puissances impérialistes occidentales dans le milieu du XIXe siècle.

L'argument du gouvernement soviétique suivant lequel la frontière d'un Etat doit être déterminée selon la nationalité, est une "doctrine" extrêmement réactionnaire.

Voici plus d'un siècle qu'Engels a souligné avec acuité : Ce soi-disant "principe des nationalités" "n'est autre chose qu'une invention russe forgée pour détruire la Pologne" (ibidem)

Pour parler franc, le but insensé poursuivi par le gouvernement soviétique, en reprenant ce soi-disant "principe des nationalités" à son compte, est de diviser la nation chinoise et de mettre la main sur les régions frontalières de Chine où vivent nos minorités nationales.

En ce qui concerne le secteur oriental de la frontière sino-soviétique, le gouvernement soviétique a dit dans sa déclaration : Le bassin du Heilong fut mis en valeur, au début, par les colons russes, et depuis, il a toujours appartenu à la Russie ; les Hans et les Mandchous de la Chine n'y sont jamais venus.

C'est vraiment un conte fantastique.

Quiconque a tant soit peu connaissance de l'histoire sait que l'Etat russe unifié ne prit forme qu'à la fin du XVe siècle et au début du XVIe siècle ; et ce n'est que dans la seconde moitié du XVIe siècle que la Russie tsariste s'étendit au-delà des monts Oural et se livra à l'expansion vers la Sibérie ; puis, c'est au milieu du XVIIe siècle seulement qu'une poignée de colonialistes tsaristes russes pénétrèrent dans le bassin du Heilong ; or, bien des siècles avant la formation de l'Etat russe unifié, la Chine exerçait déjà sa juridiction dans cette région.

Au cours de la première moitié du VIIIe siècle, pour ne pas remonter trop loin, la Chine des Tang institua déjà des organismes administratifs dans le bassin du Heilong.

Et au commencement du XVe siècle, la Chine des Ming établit des centaines d'organismes administratifs aux échelons de toutchehoueiche-se, de wei, de souo, etc., dans les vastes régions allant depuis la rivière Onon à l'ouest jusqu'à l'île Kouyé [Sakhaline] à l'est, depuis la rivière Oudi au nord jusqu'à la mer du Japon au sud. Le célèbre toutchehoueiche-se de Nourkan fut mis sur pied précisément en 1409 à Tyrin, près de l'embouchure du Heilong.

Les fonctionnaires et officiers de ces organismes administratifs comptaient des Hans, des Niutchens (Mandchous) et des Chinois d'autres nationalités.

Au cours de la première moitié du XVIIe siècle, après que les Mandchous furent devenus la nationalité régnante, la Chine des Tsing continua à exercer sa juridiction dans cette région, à y affecter des fonctionnaires et officiers pour en assumer la défense, enrôler des soldats et percevoir des impôts.

Les guerres menées par la Chine contre les colonialistes tsaristes russes pendant la seconde moitié du XVIIe siècle sont autant de guerres de résistance contre les envahisseurs, et non des expéditions militaires telles qu'elles sont mentionnées dans la déclaration du gouvernement soviétique.

Ceux qui s'engagèrent vraiment dans l'expédition, ce sont les Cosaques de la Russie tsariste qui, de par delà les monts Oural, poussèrent jusqu'au bassin du Heilong après avoir parcouru une immense distance. Le "Traité sino-russe de Nipchu" de 1689 confirma, sous forme juridique, les vastes régions des bassins du Heilong et du Wousouli comme étant des territoires chinois.

En outre, le gouvernement soviétique a allégué que la "palissade des saules" érigée sous la dynastie des Tsing formait, à cette époque, la frontière nord-est de la Chine, dans le dessein de prouver par là que les bassins du Heilong et du Wousouli n'étaient pas des territoires chinois.

Qu'est-ce que cette palissade ?

C'est la haie de saules que la dynastie des Tsing fit élever dans le bassin du fleuve Liaoho, pour marquer les limites des zones interdites dont le franchissement, en vue de la chasse, du pâturage et de la cueillette du gin-seng, était défendu aux gens du peuple.

Les zones indiquées par la "palissade des saules" n'étaient qu'une très petite portion de la vaste région de la Chine du Nord-Est comprenant les bassins du Heilong et du Wousouli, et placée sous l'administration du général "Aihouei", gouverneur du Heilongkiang, du général "Ningkouta", gouverneur du Kirin, et du général "Chengking", gouverneur du Liaoning.

Que le gouvernement soviétique soit allé jusqu'à qualifier cette palissade de frontière chinoise, cela est aussi absurde que de présenter l'enceinte du Kremlin comme frontière de la Russie.

Quant au secteur occidental de la frontière sino-soviétique, le gouvernement soviétique a prétendu dans sa déclaration que dès les années 40 du XVIIIe siècle, les minorités nationales chinoises résidant à l'est et au sud du lac Balkhach devinrent sujettes du tsar, laissant entendre par là que la région habitée par celles-ci appartenait depuis longtemps à la Russie tsariste.

Et de poursuivre : C'est seulement dans les années 50 du XVIIIe siècle, après l'"occupation" de la Dzoungarie par les gouvernants des Tsing, que le Sinkiang fut compris dans le territoire chinois.

C'est, purement et simplement, altérer l'histoire.

Les liens unissant la région du Sinkiang aux autres parties de la Chine sur les plans politique, économique et culturel datent, au moins, de plus de 2.000 ans.

Déjà avant J.-C., la Chine des Han institua des organismes administratifs dans les vastes régions à l'est et au sud du lac Balkhach.

Au VIIIe siècle, Li Pô, grand poète chinois des Tang, naquit justement au bourg de Tchou sur la rivière du même nom, au sud du lac Balkhach. La Dzoungarie dans la région située à l'est et au sud du lac Balkhach était composée des tribus nomades des Mongols öïrotes de la Chine.

L'apaisement de la Dzoungarie par les Tsing relevait des affaires intérieures de la Chine et n'avait rien à voir avec la frontière sino-russe.

Au temps des Tsing, la frontière occidentale de la Chine se situait originellement au lac Balkhach, ce qui fut non seulement consigné dans un grand nombre de documents officiels de la Chine, mais aussi confirmé par bien des ouvrages et des cartes historiques, édités en Russie tsariste comme en

Union soviétique.

Par exemple, dans un de ses ouvrages, Babkov, représentant russe qui signa le "Protocole de Tatcheng sur la délimitation de la frontière sino-russe" en 1864, écrivait en termes explicites : La frontière chinoise passe par la rive nord du lac Balkhach. (Babkov : Mémoires sur mon service en Sibérie occidentale, 1859-1875)

Sur l'Atlas historique de l'U.R.S.S. vérifié et approuvé en 1958 par le gouvernement soviétique, la frontière chinoise du XIXe siècle est encore nettement tracée au lac Balkhach.

Avant le milieu du XIXe siècle, les minorités nationales chinoises à l'est et au sud du lac Balkhach ne devinrent jamais sujettes de la Russie.

En prétendant que les Kazakhs dans le Kazakhstan oriental et septentrional, près du lac Balkhach, se soumirent au tsar pendant la première moitié du XVIIIe siècle, le gouvernement soviétique s'est trompé de lieu.

A l'époque, ceux qui exprimèrent à un certain moment le désir de se soumettre au tsar, ce sont des tribus vivant dans le Kazakhstan occidental situé entre la mer Caspienne et la mer d'Aral, et dans le Kazakhstan septentrional, mais non les Kazakhs dans le Kazakhstan oriental, et moins encore s'agissait-il là des minorités nationales chinoises à l'est et au sud du lac Balkhach.

Le gouvernement soviétique a dit que la frontière septentrionale de la Chine suivait la Grande Muraille.

Ce n'est pas une invention à inscrire à son crédit.

L'inventeur de cette "théorie" est Nicolas II, le dernier des vieux tsars. Les divers tronçons de la Grande Muraille furent construits au IVe siècle avant J.-C. et reliés par la dynastie des Tsin au IIIe siècle avant J.-C.

Même en ce temps-là, la Grande Muraille ne constituait pas une frontière de la Chine. En discutant de la question de frontière sino-soviétique, le gouvernement soviétique a évoqué ; la Grande Muraille construite il y a plus de 2.000 ans et en a parlé avec tant d'intérêt, nous aimerions donc poser une question : Où se trouvait, à cette époque, la frontière russe ?

II. Qui pratique, en fin de compte, une politique expansionniste ?

Engels a indiqué : "...un Russe, s'il est chauviniste, s'agenouillera tôt ou tard devant le tsar..." (Engels : "La politique extérieure du tsarisme russe")

Prendre la défense des vieux tsars, c'est justifier l'agression.

Quand on veut faire l'agression contre les autres, on tient à taxer ceux-ci de vouloir se livrer à l'agression.

Voilà une tactique habituelle de tout agresseur.

Dans sa déclaration, le gouvernement soviétique a prétendu calomnieusement que la politique

extérieure et la propagande actuelle de la Chine ont accordé une place très importante aux revendications territoriales envers les autres Etats, et que les dirigeants chinois ont formulé aujourd'hui des prétentions sur les terres qui furent envahies ou sur le point de l'être par les conquérants chinois du passé.

Cependant, l'étiquette d'expansionnisme ne sied pas à la Chine.

Il est connu de tous dans le monde que la Chine nouvelle n'a de prétentions territoriales vis-à-vis d'aucun pays, qu'elle n'a envoyé de troupes stationner dans aucun pays étranger.

Quant aux problèmes de frontière avec ses voisins, légués par l'histoire, le gouvernement de la République populaire de Chine a toujours préconisé d'y apporter, en tenant compte tant du contexte historique que de la réalité actuelle, un règlement raisonnable et équitable sur la base de la compréhension mutuelle et des concessions réciproques.

A partir de 1960, la Chine a réglé successivement, de façon satisfaisante, les problèmes de frontière avec ses voisins tels que la Birmanie, le Népal, la République populaire de Mongolie, le Pakistan et l'Afghanistan, et a signé avec eux de nouveaux traités de frontière sur un pied d'égalité.

La Chine et ses voisins concernés sont tous satisfaits de ces traités. Et il n'y a pas longtemps, force était encore à des dirigeants de la République populaire de Mongolie eux-mêmes d'avouer que le calme régnait à la frontière sino-mongole.

C'est l'Union soviétique, et non la Chine, qui a envoyé en masse des troupes massives stationner en République populaire de Mongolie.

C'est aussi l'Union soviétique, et non la Chine, qui a dépêché des centaines de milliers de soldats pour occuper la Tchécoslovaquie. C'est encore l'Union soviétique, et non la Chine, qui fait parade de la force en Europe orientale, dans la Méditerranée, dans l'océan Indien, dans le

Pacifique et partout ailleurs. Rien n'est plus éloquent que les faits. Au fond, qui se livre à l'expansion et à l'agression, et qui prétend aujourd'hui aux terres qui furent envahies ou sur le point de l'être par les conquérants du passé, cela n'est-il pas clair comme le jour ?

La lecture des diverses allégations singulières contenues dans la déclaration du gouvernement soviétique ne peut que donner à penser aux plans insensés dressés, à l'époque, par les vieux tsars en vue du partage de la Chine.

Le 16 février 1903, le ministre russe de l'Armée, Kouropatkine, écrivait dans son journal : "... Notre Souverain a de grandioses plans en tête : gagner la Mandchourie et annexer la Corée à la Russie. Il rêve encore de placer le Tibet sous son pouvoir." ("Journal de Kouropatkine", voir la revue de la Russie soviétique Les Archives Rouges, tome 2/1922)

Dans son rapport confidentiel adressé en 1916 au tsar Nicolas II, ce même Kouropatkine déclara qu'il était d'une nécessité urgente de modifier la frontière sino-russe, et proposa de tracer une ligne directe entre le pic Khan-Tengri, dans les monts Tienchan, et Vladivostok [Haichen-wei] comme frontière de sorte que Kouldja [Ili], la partie septentrionale de la Mongolie et la Mandchourie soient inclus dans le territoire de l'Empire russe. (Voir la revue soviétique Le Nouvel Orient, tome 6)

En 1916, dans son ouvrage "Les notes sur l'impérialisme", Lénine donnait des références semblables : La Russie tsariste "pratiquait également en Asie orientale une expansion constante conformément à un plan prémédité, qui varie selon des circonstances mais reste inchangé dans ses parties essentielles, dans le but d'occuper directement les vastes territoires s'étendant jusqu'à la Grande Muraille et d'établir son hégémonie en Asie orientale". (Lénine : "Les notes sur l'impérialisme")

Aujourd'hui, le gouvernement soviétique a ostensiblement allégué une nouvelle fois, dans sa déclaration, qu'avant la dynastie des Tsing la frontière chinoise était marquée au nord par la Grande Muraille, et ne s'étendait pas, à l'ouest, au-delà des provinces du Kansou et du Se-tchouan.

Cela ne peut que faire soupçonner qu'il y a, dans la politique d'Etat du gouvernement soviétique en voie d'élaboration, l'ombre des "grandioses plans" qu'un vieux tsar avait en tête pour le partage de la Chine.

Dans le passé, les vieux tsars, en collusion avec les puissances impérialistes occidentales, se sont livrés au partage de la Chine.

Et aujourd'hui, le gouvernement soviétique tente de s'allier avec les impérialistes américains ainsi que les réactionnaires japonais et indiens pour réaliser son ambition de démembrer la Chine ou de se tailler des sphères d'influence en Chine.

Les impérialistes américains et les réactionnaires japonais clament que Taïwan ne serait pas territoire chinois, les réactionnaires indiens affirment que le Tibet ne ferait pas partie du territoire chinois, et le gouvernement soviétique prétend de son côté que les terres situées au nord de la Grande Muraille et à l'ouest des provinces du Setchouan et du Kansou n'appartiendraient pas à la Chine.

Les uns visent la Chine du Sud-Est ; d'autres, la Chine du Sud-Ouest ; le troisième, la Chine du Nord-Ouest, du Nord et du Nord-Est. N'est-ce pas là une merveilleuse coordination ?!

Ces derniers temps, de Moscou sont parvenues toutes sortes de clameurs antichinoises, sensationnelles, dans le genre : Combien les Chinois sont barbares ; la Chine entend modifier la ligne frontière par la force des armes, annexer la République populaire de Mongolie, déclencher une grande guerre nucléaire contre l'Union soviétique et fonder un grand empire s'étendant du Pacifique à la mer Noire, etc.

Voilà qui ne peut manquer de remettre en mémoire ces propos tenus par Lénine en décembre 1900 : "Actuellement, la presse mène campagne contre les Chinois et se répand en clameurs sur la barbarie de la race jaune et sa haine de la civilisation, sur la mission civilisatrice de la Russie, l'enthousiasme avec lequel les soldats russes vont au feu, etc., etc.

A plat ventre devant le gouvernement et le sac d'écus, les journalistes se mettent en quatre pour attiser dans le peuple la haine de la Chine." (Lénine : "La guerre de Chine")

Quelle ressemblance frappante entre la vague anti chinoise soulevée aujourd'hui par le gouvernement soviétique et les agissements des vieux tsars à l'époque !

Il est à souligner que c'est peu de temps après que le secrétaire général du Comité central du P.C.U.S. Brejnev eut proposé le soi-disant "système de sécurité collective en Asie" que le gouvernement soviétique a sorti cette déclaration pour attiser l'opposition à la Chine.

En mijotant le "système de sécurité collective en Asie", le gouvernement soviétique non seulement vise à former un anneau d'encerclement antichinois et à perpétrer de nouvelles agressions contre la Chine, mais tente aussi, dans ses intentions encore plus immédiates et pratiques, de contrôler les pays d'Asie au nom de la "sécurité collective" et de la "coopération régionale", tout comme il a recours à l'Organisation du Traité de Varsovie" et au "COMECON" pour exercer sa mainmise sur les pays d'Europe orientale.

Nous aimerions donner ce conseil au gouvernement soviétique : Mieux vaut être un peu sensé ! Le peuple chinois est déjà debout depuis longtemps.

L'époque où les peuples d'Asie se trouvaient à la merci d'autrui est à jamais révolue.

De plus en plus nombreux sont les pays asiatiques qui ont percé à jour votre dessein. Si vous poursuivez obstinément la voie des anciens tsars, vous ne connaîtrez certainement pas une fin moins triste que la leur.

III. Est-ce nous qui avons falsifié le marxisme-léninisme, ou bien est-ce vous qui l'avez trahi ?

Les traités relatifs à l'actuelle frontière sino-soviétique sont tous des traités inégaux que l'impérialisme tsariste russe a imposés à la Chine dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle, lorsque les peuples chinois et russe se trouvaient, l'un comme l'autre, dépourvus de tout pouvoir.

Après la grande Révolution d'Octobre, le gouvernement des Soviets dirigé par Lénine a préconisé l'annulation de ces traités iniques. Cependant, étant donné les conditions historiques de l'époque, cette politique prolétarienne de Lénine n'a pas pu être mise en oeuvre.

C'est là un fait objectif qui ne souffre aucune déformation.

Le gouvernement soviétique a dit que tous ces traités portaient les signatures des deux parties, et y a emprunté quantité de phrases creuses, hypocrites, s'efforçant de prouver que ce sont des traités égaux.

Cela ne peut que révéler avec plus d'évidence qu'il avait déjà perdu la raison lorsqu'il justifiait l'agression criminelle des vieux tsars contre la Chine. Nous voudrions vous demander : Est-il au monde un traité qui ne soit pas signé par les parties contractantes ?

Si un traité devait être considéré comme égal pour peu qu'il porte les signatures des parties contractantes, où, en ce monde, pourrai-t-on jamais trouver un traité inégal ?

Le gouvernement soviétique a mis bien du zèle à faire le panégyrique de ces traités comme si tous les traités signés par les parties contractantes étaient sacrés et inviolables. Mais, il n'a soufflé mot du "Traité sino-russe de Nipchu" ni du "Traité sino-russe de Bourinski".

Ces deux traités ne sont-ils pas, eux aussi, des traités signés par les gouvernements chinois et russe ?

Le gouvernement soviétique a allégué que dans la première déclaration du gouvernement des Soviets à l'adresse de la Chine, en date de 1919, il était déjà indiqué quels traités entre la Russie et la Chine étaient inégaux, et que sa deuxième déclaration à l'adresse de la Chine, en date de 1920, ne faisait que confirmer les principes énoncés par la première déclaration.

C'est donner une entorse aux faits dans des buts inavoués.

Ce qui est indiqué dans la deuxième déclaration du gouvernement des Soviets à l'adresse de la Chine, c'est bel et bien "développer" les principes de sa première déclaration, comment dire qu'il était simplement question de "confirmer" ?

Il s'agissait clairement d'annuler "tous les traités conclus par les anciens gouvernements russes avec la Chine" et de "renoncer à tous les territoires arrachés à la Chine", comment pourrait-on alors exclure, de "tous les traités" à abolir, le "Traité sino-russe d'Aigun", le "Traité sino-russe de Tientsin", le "Traité sino-russe de Pékin", le "Traité sino-russe d'Ili", etc.. traités permettant à la Russie d'arracher à la Chine de vastes étendues de territoire, de s'arroger les privilèges de toutes sortes et d'extorquer des indemnités fabuleuses ?

L'"Accord sur les principes généraux pour le règlement des questions entre la Chine et l'Union soviétique" de 1924 stipule en termes clairs, à l'article 7 : Les deux parties sont convenues de "procéder à une nouvelle délimitation de leurs frontières d'Etat ... et en attendant cette délimitation, de maintenir la frontière actuelle".

S'il avait été vrai, selon le mot du gouvernement soviétique d'aujourd'hui, que les traités concernant l'actuelle frontière sino-soviétique étaient tous des traités égaux et qu'aucune question ne se posait à ce sujet, aurait-il encore été nécessaire de procéder à une nouvelle délimitation de la frontière ?

Les faits relatifs à l'agression de l'impérialisme tsariste russe contre la Chine sont depuis bien longtemps inscrits dans des ouvrages immortels de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline ; et personne n'arrivera à les déformer.

En octobre 1858, lorsqu'il commentait les avantages tirés par la Russie tsariste de la seconde Guerre de l'Opium, Engels a dit : "Outre qu'elle eut part à tous les avantages ostensibles, quels qu'ils soient, remportés par l'Angleterre et la France, la Russie s'empara de l'ensemble des régions situées le long de l'Amour dont elle avait pris possession si furtivement." (Engels : "Le progrès de la Russie en Extrême-Orient")

En septembre 1859, Marx a fait remarquer : "La Russie exigeant la cession de l'Amour, il (note - le premier ministre anglais Palmerston) exauça ce vœu en faisant éclater la deuxième guerre chinoise, et à présent que la Russie désire consolider son influence à Pékin, il improvise une troisième guerre chinoise." (Marx : "La nouvelle guerre chinoise")

Et le "Traité sino-russe de Pékin" de 1860 fut justement imposé à la Chine par la Russie tsariste en mettant à profit cette guerre d'agression contre la Chine.

Lénine a indiqué en février 1916 : "Or, en réalité, le monde entier sait bien que le tsarisme opprime depuis déjà des dizaines d'années en Russie plus de cent millions d'habitants d'autres nationalités, que la Russie mène depuis des dizaines d'années une politique de brigandage contre la Chine, la Perse, l'Arménie, la Galicie." (Lénine : "Discours prononcé au meeting international de Berne le 8 février 1916")

En avril 1924, Staline a signalé pour sa part : "... La Russie tsariste était un foyer d'oppression de toute sorte - aussi bien capitaliste que coloniale et militaire-, dans sa forme la plus inhumaine et la plus barbare.

Qui donc ignore qu'en Russie la toute-puissance du Capital s'alliait au despotisme tsariste, l'agressivité du nationalisme russe aux atrocités du tsarisme contre les peuples non russes, l'exploitation de régions entières - en Turquie, en Perse, en Chine - à l'annexion de ces régions par le tsarisme, à la guerre de conquêtes ?

Lénine avait raison quand il disait que le tsarisme était un "impérialisme militaire-féodal". Le tsarisme était un concentré des côtés les plus négatifs de l'impérialisme, élevés au carré." (Staline : "Des principes du léninisme")

L'impérialisme tsariste russe a occupé une vaste superficie du territoire chinois ; et les traités de frontière en vertu desquels il s'est attribué ces terres chinoises sont, cela va de soi, des traités iniques.

Nombre d'ouvrages soviétiques édités dans le temps avouaient aussi que le "Traité sino-russe d'Aigun", le "Traité sino-russe de Tien-tsin", le "Traité sino-russe de Pékin", et le "Traité sino-russe d'Ili" étaient des traités inégaux.

Par exemple, dans le Dictionnaire diplomatique, édition de 1961, rédigé par le ministre des Affaires étrangères Gromyko et autres, il est signalé sans aucune équivoque que le "Traité sino-russe de Pékin" est un traité inégal.

Mais aujourd'hui, ce même Gromyko en est venu à qualifier une telle affirmation d'"allégation inventée".

Voilà qui nous rappelle exactement ce que Lénine a souligné en 1915 : "A notre époque de mots oubliés, de principes perdus, de conceptions du monde renversées, de résolutions et de promesses solennelles mises au rebut, il n'y a là rien dont on puisse s'étonner." (Lénine : "Préface à la brochure de N. Boukharine L'Economie mondiale et l'impérialisme")

Puisque le gouvernement soviétique nous a accusés d'avoir altéré des classiques du marxisme-léninisme, nous le prions donc de publier in extenso, dans la presse soviétique, la déclaration antérieure et la déclaration récente du gouvernement chinois, le présent document ainsi que les écrits de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline auxquels nous avons emprunté des citations, pour permettre au peuple soviétique et aux membres du Parti communiste de l'Union soviétique de juger si, en définitive, c'est nous qui avons falsifié le marxisme-léninisme ou bien vous qui l'avez trahi.

IV. Le gouvernement soviétique est-il vraiment disposé à prendre les traités comme base pour régler le problème de frontière sino-soviétique ?

Dans sa déclaration, le gouvernement soviétique a exprimé en termes ambigus le désir de prendre les traités comme base pour résoudre la question de frontière sino-soviétique, comme si sa position ne différait pas de celle du gouvernement chinois.

Mais, les faits ont montré le contraire. Voyez les exemples suivants :

Le "Protocole relatif à la frontière sino-russe dans la région de Kachkar" de 1884 stipule clairement que dans la région des Pamirs, à partir du pas d'Ouz-Bel, "la frontière russe tourne vers le sud-ouest, et la frontière chinoise va droit au sud". C'est là la seule clause contenue dans un protocole, qui ait trait à la frontière sino-russe dans la région des Pamirs.

Or, selon le gouvernement soviétique, ledit protocole "ne concerne nullement" l'appartenance de la région des Pamirs, mais seules les notes échangées en 1894 constituent des documents "réalisant le tracé de frontière".

Qu'en était-il en réalité ?

Voici le fait : En violation du protocole de frontière de 1884, l'impérialisme tsariste russe envoya en 1892 des forces armées dans la région des Pamirs occuper encore plus de 20.000 km² de territoire chinois situés à l'ouest de la chaîne du Sarykol.

Et les troupes des deux parties se trouvaient alors en état d'affrontement le long de cette chaîne.

En avril 1894, les parties chinoise et russe échangèrent des notes. Le gouvernement chinois accepta sous contrainte la proposition du gouvernement tsariste : Les deux parties gardent temporairement les positions de leurs troupes respectives, jusqu'à la solution définitive de la question des Pamirs.

Cependant, il formula en même temps des réserves explicites à ce sujet, en déclarant : "En adoptant la mesure susmentionnée, il n'entend point aliéner les droits que possède la Chine sur les territoires des Pamirs qui sont situés au-delà des positions occupées actuellement par les troupes chinoises.

Il croit devoir maintenir ces droits qui sont basés sur le Protocole de 1884 jusqu'à une entente satisfaisante." Sachant que la raison n'était pas de son côté, l'impérialisme tsariste russe n'osa pas insister pour que la chaîne du Sarykol serve de frontière.

L'actuel gouvernement soviétique va encore plus loin que les vieux tsars lorsqu'il cherche à imposer à la Chine, comme ligne frontière sino-soviétique, les limites de l'occupation militaire perpétrée aussi bien par les vieux tsars que par lui-même.

Dans ce cas, comment dire qu'il est disposé à prendre le traité pertinent comme base pour délimiter le tracé de la frontière dans ce tronçon ?

Le "Traité sino-russe de Pékin" de 1860 précise : Dans le secteur du Heilong et du Wousouli, la frontière sino-russe suit ces fleuves ; les terres situées sur la rive gauche du Heilong et sur la rive droite du Wousouli appartiennent à la Russie, celles situées sur la rive droite du Heilong et sur la

rive gauche du Wousouli à la Chine.

La carte annexe du "Traité sino-russe de Pékin" et le trait rouge figurant sur cette carte furent tracés unilatéralement par la Russie tsariste un an avant la signature dudit traité, et imposés ensuite à la Chine. Cette carte est à une échelle inférieure à 1/1.000.000e.

Le trait rouge fut dessiné simplement pour indiquer que les deux fleuves servent de frontière ; il ne montre pas et ne peut pas montrer l'emplacement exact de la ligne frontière sur ces deux cours d'eau.

Quand un cours d'eau sert de limite, c'est la ligne médiane de son chenal principal qui forme la frontière. Ce principe fut reconnu non seulement par l'impérialisme tsariste russe, mais aussi, dans le temps, par le gouvernement soviétique.

L'article 5 des "Règlements sur la défense des frontières de l'U.R.S.S.", approuvés en août 1960 par le Soviet suprême de l'Union soviétique, stipule en termes explicites : "Sur un cours d'eau frontalier navigable, la frontière de l'U.R.S.S. suit la ligne médiane de son chenal principal ou son thalweg. . ."

Par ailleurs, dans la Bolchaïa Sovetskaïa Enciclopedia de l'édition 1926, l'article "L'Amour" [le Heilong] porte ces mots précis : En amont de Khabarovsk [Poli], l'Amour est un cours d'eau frontière, et la frontière avec la Chine suit la ligne médiane de son chenal.

Or, le gouvernement soviétique prétend aujourd'hui que conformément au "Traité sino-russe de Pékin", la frontière des deux pays dans le secteur du Heilong et du Wousouli longe les rives chinoises de ces fleuves.

C'est là une nouvelle revendication territoriale formulée en violation dudit traité, que même les vieux tsars ne se risquèrent pas à avancer.

Pour nier le principe du droit international exigeant que la ligne frontière sur un cours d'eau frontalier navigable soit fixée selon la ligne médiane de son chenal principal, le gouvernement soviétique a cité comme exemple le traité signé en 1858 entre le Costa Rica et le Nicaragua, affirmant qu'il y est stipulé que "la ligne frontière suit la rive droite du San Juan" et que "la République du Nicaragua a seule le droit de possession et de juridiction souveraine sur les eaux de ce fleuve".

De plus, il n'a éprouvé aucune honte à dire que le "Traité sino-russe de Pékin" est un autre exemple du genre. Il y a, bien entendu, des exceptions à tout principe universellement reconnu du droit international.

Il en est de même pour le principe selon lequel la ligne frontière sur un cours d'eau frontalier navigable doit être fixée suivant la ligne médiane de son chenal principal.

Cependant, toute exception nécessite une stipulation spécifique dans un traité.

Le traité de frontière de 1858 entre le Costa Rica et le Nicaragua porte justement, aux articles 2 et 6, des dispositions dans ce sens. Maintenant, nous voudrions poser une question au gouvernement soviétique : A quel paragraphe, le "Traité sino-russe de Pékin" stipule-t-il que la ligne frontière sino-

russe passe par les rives chinoises du Heilong et du Wousouli ?

Et à quel paragraphe stipule-t-il que la Russie tsariste "a seule le droit de possession et de juridiction souveraine" sur le Heilong et le Wousouli ?

A l'exposé de ces deux exemples, on a raison de se demander si le gouvernement soviétique est vraiment disposé à prendre les traités comme base pour résoudre la question de frontière sino-soviétique.

V. La position du gouvernement chinois ne souffre aucune déformation

La position du gouvernement chinois sur le règlement de l'ensemble du problème de frontière sino-soviétique se résume comme suit :

1. Opérant une distinction entre le vrai et le faux dans l'histoire, confirmer les traités relatifs à l'actuelle frontière sino-soviétique comme étant des traités inégaux que l'impérialisme tsariste russe a imposés à la Chine dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle, lorsque les peuples chinois et russe se trouvaient, l'un comme l'autre, dépourvus de tout pouvoir.
2. Tenant compte de la réalité actuelle, prendre ces traités comme base pour résoudre l'ensemble du problème de frontière sino-soviétique et déterminer l'alignement de toute la ligne frontière, par voie de négociations pacifiques. La Chine ne réclame pas la restitution de ses territoires arrachés par la Russie tsariste aux termes desdits traités.
3. Le territoire pris par une partie à l'autre partie en violation desdits traités doit être, en principe, restitué inconditionnellement à cette dernière ; néanmoins, les deux parties pourraient apporter des rajustements nécessaires dans les régions frontalières concernées en se conformant aux principes des consultations menées sur un pied d'égalité, de la compréhension mutuelle et des concessions réciproques, et en tenant compte des intérêts de la population locale.
4. Signer sur un pied d'égalité un nouveau traité entre la Chine et l'Union soviétique en remplacement des anciens traités sino-russes, traités inégaux, procéder au levé topographique et au jalonnement de la frontière.
5. En attendant de régler, par voie de négociations pacifiques, l'ensemble du problème de frontière sino-soviétique, maintenir le statu quo à la frontière, éviter tout conflit armé et rompre le contact entre les forces armées chinoises et soviétiques qui doivent se retirer de toutes les régions contestées à la frontière sino-soviétique, c'est-à-dire des régions où sont différents les tracés de la ligne frontière dessinés par les deux parties sur les cartes échangées lors de leurs négociations frontalières en 1964, ou s'abstenir d'entrer dans ces régions.

Quiconque s'affranchit des préjugés peut constater que cette position prise par le gouvernement chinois est juste et raisonnable, qu'elle traduit la plus grande sincérité dont il fait preuve pour le règlement pacifique du problème de frontière sino-soviétique.

Maintenant, les gouvernements chinois et soviétique vont entamer à Pékin des négociations frontalières au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères.

Nous espérons que le gouvernement soviétique pourra prendre sérieusement en considération la position et les propositions du gouvernement chinois sur le règlement de l'ensemble du problème de frontière sino-soviétique, afin que les négociations puissent aboutir à des résultats positifs.